

## Bain de sang à Gaza : quand l'Europe arrêtera-t-elle de financer l'industrie de l'armement israélienne ?

Avec le massacre perpétré par l'armée israélienne contre des civils palestiniens ce 14 mai, la question des partenariats entre l'Union européenne et le gouvernement de Netanyahu se pose. D'autant que Bruxelles y finance des recherches militaires et que des agences européennes se fournissent en drones israéliens, dont certains ont été testés à Gaza. Des voix s'élèvent pour demander un embargo sur les ventes d'armes allemandes, britanniques ou françaises vers Israël.



À Gaza, la journée du 14 mai a été le point culminant d'un massacre commencé le 30 mars<sup>1</sup>, premier jour d'une série de "marches du retour" commémorant la Nakba, nom donné par les Palestiniens à leur exode de 1948, lors de la première guerre israélo-arabe. Au moins 59 morts et plus de 1 350 blessés par balles sont dénombrés pour cette seule journée. Les soldats israéliens ont encore une fois tiré à balles réelles sur les manifestants, y compris les enfants ou les journalistes.

Les équipes de Médecins Sans Frontières (MSF) dénoncent des blessures par balles inhabituelles et dévastatrices<sup>2</sup>, avec

*"un niveau extrême de destruction des tissus et des os, et des orifices de sortie de balles démesurés, qui peuvent avoir la taille d'un poing."*

Autre technique nouvelle : des drones sont utilisés pour lâcher des gaz lacrymogènes sur la foule – un usage massif de cartouches larguées de 10 à 20 mètres de haut, augmentant les risques de blessures. Un bébé de 8 mois aurait été tué après avoir inhalé ces gaz.

### Près d'un demi-milliard d'argent public européen

À ce jour, difficile de connaître précisément les modèles de drones et d'armes utilisés par l'armée israélienne contre les manifestants gazaouis. Mais une partie pourrait très bien avoir été développée grâce à l'aide financière de l'Union européenne (UE). En effet, Israël est l'un des heureux pays partenaires de l'UE pouvant accéder aux subventions pour la recherche du fonds *Horizon 2020*. Un

<sup>1</sup> Au moins 15 morts et plus de 1000 blessés dès le 30 mars.

<sup>2</sup> <https://www.msf.fr/actualites/gaza-des-blessures-par-balle-inhabituelles-et-devastatrices>

fonds auquel Israël contribue, tout en restant bénéficiaire net<sup>3</sup>. Ses entreprises, tous secteurs confondus, auraient touché plus de 460 millions d'euros d'argent public européen<sup>4</sup>. Un scandale, pour certains députés européens<sup>5</sup>, qui dénoncent les subventions accordées à des entreprises d'armement israéliennes, malgré les violations répétées du droit international par leur gouvernement.

Israel Aerospace Industries (IAI) a ainsi participé à trois projets européens de recherches pour la sécurisation des frontières : *Oparus*, *Aeroceptor* et *Talos*. Tous visent à développer drones et autres systèmes automatiques de contrôle. IAI est un acteur de référence en la matière, produisant le drone *Heron* qui, armé de missiles *Spike*, est utilisé à Gaza depuis plusieurs années pour des frappes ou de la surveillance. *Elbit*, autre grand nom de l'armement israélien, fait également parti des bénéficiaires de projets européens, notamment sur la sécurité dans les aéroports.

## Bombes à sous-munitions, drones pour détecter les migrants...

*Elbit* fournit aussi des drones à l'armée israélienne, ainsi que des canons à sous-munition<sup>6</sup>, permettant d'utiliser des bombes dont l'usage est considéré comme un crime de guerre en raison de leurs impacts dramatiques sur les civils. Mais pour l'UE, pas de quoi s'inquiéter : les fonds accordés à l'entreprise israélienne ne sont destinés, selon l'argumentaire de Bruxelles, qu'à des recherches civiles. L'ancienne commissaire européenne aux Sciences et à la Recherche reconnaissait toutefois que ces financements

*"peuvent être utilisés autrement, mais nous n'avons pas de contrôle là dessus"*<sup>7</sup>.

Il sera bientôt difficile pour les dirigeants européens de se cacher derrière l'argument de l'usage civil de ces recherches. Israel Aerospace Industries (IAI) est en effet l'un des partenaires du projet Ocean 2020<sup>8</sup>, le premier exemple de programme de recherche explicitement militaire, financé par l'UE via ses nouveaux budgets pour la défense.

► voir notre enquête : **Discrètement, l'Europe s'apprête à déverser des milliards d'argent public en faveur des industries de l'armement.**

L'objectif de ce nouveau projet : tester les drones en terrain maritime. Les pêcheurs gazaouis apprécieront...

## Demande d'embargo sur les ventes d'armes vers Israël

La coopération entre les l'Europe et l'armée israélienne ne s'arrête pas aux subventions publiques. Plusieurs États européens vendent des armes à Israël, dont le Royaume Uni, l'Allemagne, l'Italie ou

---

<sup>3</sup> Au cours des 20 années de partenariat, l'investissement total israélien a atteint 1,375 milliard d'euros et les entreprises et instituts israéliens auraient reçu 1,7 milliard d'euros.

<sup>4</sup> <https://twitter.com/EGiaufretEU/status/927827547626360832>

<sup>5</sup> <https://www.euractiv.com/section/innovation-industry/news/meps-denounce-eu-funding-of-israeli-defence-firms/>

<sup>6</sup> <https://www.haaretz.com/israel-news/.premium-israeli-army-buying-local-cannons-to-sidestep-ban-on-cluster-bombs-1.5441009>

<sup>7</sup> Voir : [https://www.youtube.com/watch?v=c\\_2VV2zPrkA](https://www.youtube.com/watch?v=c_2VV2zPrkA)

<sup>8</sup> <http://www.israeldefense.co.il/en/node/32635>

la France. Le gouvernement de Manuel Valls a approuvé pour plus de 169 millions d'euros d'exportation de matériel militaire au gouvernement de Netanyahou en 2016<sup>9</sup>.

*Amnesty international* demande un embargo<sup>10</sup> immédiat sur ces ventes d'armes vers Israël en réaction à la répression actuelle des manifestants de Gaza. Mais les coopérations industrielles vont plus loin. Le groupe *Thales*, dont l'État français est actionnaire à hauteur de 26 %, travaillait en 2015 à l'intégration de ses systèmes<sup>11</sup> au drone israélien *Heron*. Par ailleurs, le drone *Thales Watchkeeper* a été développé avec *Elbit*, sur la base du modèle *Hermes*, utilisé également à Gaza. Un produit également sélectionné par l'armée britannique.

Plus récemment, c'est encore *Heron*, le drone d'IAI, qui a été choisi pour un contrat de 4,75 millions d'euros<sup>12</sup> par *Frontex*, pour la surveillance des frontières maritimes de l'Europe. Entreprises et agences européennes semblent donc profiter de l'expérience de combat développée par Israël lors des massacres successifs à Gaza – les militaires apprécient le matériel "testé au combat". Les Gazaouis, que dix ans de blocus ont plongés dans une crise humanitaire et un désespoir profonds, n'ont plus qu'à attendre une éventuelle enquête sur les massacres de ces dernières semaines pendant que les industriels de la défense et nos gouvernement font des affaires.

Antoine Besson

---

<sup>9</sup> Source : rapport sur les ventes d'armes de la France au Parlement 2017

<sup>10</sup> <https://www.amnesty.fr/controle-des-armes/actualites/israel-a-quand-un-embargo-sur-les-armes>

<sup>11</sup> <https://www.thalesgroup.com/fr/worldwide/aeronautique/press-release/thales-et-iai-ont-integre-avec-succes-de-nouvelles-capacites-de>

<sup>12</sup> <http://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:10629-2018:TEXT:EN:HTML>